



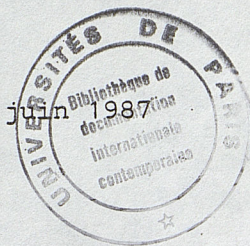
ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

[Informations du Guatemala]

6° année / N° 272

du 31 mai au 7 juin



POLITIQUE

Des latifundistes ont appuyé le coup d'Etat
Des officiers destitués
Canal 3 reprend ses émissions
Un général en retraite assassiné
On dénonce la campagne contre l'armée
URNG : L'armée protège la trafic de narcotiques
Recrutement forcé de patrouilles civiles
Des organisations hollandaises demandent le respect des accords
Cerezo propose sa médiation dans le conflit panaméen

ECONOMIE

Le gouvernement cherche la stabilité monétaire

INSURRECTION

Voz popular : Près de mille pertes pour l'armée

MOUVEMENT POPULAIRE

Une journée nationale pour les détenus disparus

REFUGIES

Une lettre des réfugiés guatémaltèques à Vinicio Cerezo

4° P. 12315

POLITIQUE

DES LATIFUNDISTES ONT APPUYE LE COUP D'ETAT

Le ministre de la Défense, le général Hector Gramajo, a révélé le 1er juin que la tentative de coup d'Etat du 11 mai avait été financée par une fraction de la caste agraire ; les propriétaires terriens ont offert de 2,8 à 3,2 millions de quetzales (un peu plus d'un million de dollars) à un groupe d'officiers de l'armée, actuellement inculpés devant les tribunaux.

DES OFFICIERS DESTITUES

Le 31 mai, le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, a annoncé la destitution du colonel Guillermo Vargas, commandant de la zone militaire de Zacapa, d'Edgar Solis, chef du regroupement tactique de la force aérienne guatémaltèque, à la suite du coup d'Etat manqué du 11 mai ; ces officiers ont été mis en disponibilité.

Le ministre a en outre précisé que six officiers ont été inculpés pour participation directe au coup d'Etat, trois ont été suspendus et un dernier définitivement destitué.

Néanmoins, le lendemain, le ministre annonçait la destitution du colonel Neftali Galvez, sous-directeur de l'Ecole secondaire militaire "Adolfo V. Hall", de Carlos Augusto Garavito, officier supérieur, et de Manuel Maria Gordillo, entraîneur des forces spéciales de la zone militaire de Retalhuleu ; ils sont restés en liberté conditionnelle.

Le 2 juin, on a appris que le major Gustavo Diaz Lopez et le lieutenant César Estrada Portillo seraient poursuivis pour "conspiration".

Le général Gramajo a fait savoir qu'à l'exception de ces changements, les 120 mutations de personnel militaire survenues depuis le 11 mai étaient "de routine".

CANAL 3 REPREND SES EMISSIONS

La chaîne de télévision "Canal 3", qui avait été interdite le 19 mai par ordre du gouvernement, a repris ses émissions régulières le 1er juin, la décision de la direction générale de télévision et de radiodiffusion ayant été révoquée par le tribunal.

Le journaliste Mario David Garcia, accusé par le gouvernement d'avoir promu la tentative de coup d'Etat, a repris ce même jour sa fonction au journal télévisé de cette chaîne "Aqui el mundo". Le 2 juin, Garcia a été interrogé durant huit heures par un juge de la capitale et a été remis en liberté sous caution.

UN GENERAL EN RETRAITE ASSASSINE

Le général Manuel Arturo Giron Natareno, 69 ans, a été tué par balle alors qu'il se rendait à bord d'un véhicule militaire au Palais national. L'attentat a été commis par deux individus non identifiés circulant à bord d'une motocyclette. Giron a été commandant de la caserne "Justo Rufino Barrios", centre administratif de l'armée, sous l'administration du général Carlos Arana Osorio (1970-74).

ON DENONCE LA CAMPAGNE CONTRE L'ARMEE

Le général Manuel Antonio Callejas, chef de l'état major de la Défense nationale, a dénoncé le 3 juin la campagne de propagande dont l'armée est l'objet, par un groupe de communication qu'il n'a pas expressément désigné. "Différents groupes de pouvoir et de pression essaient de gagner l'armée à leur cause" et de porter atteinte au prestige du général Gramajo, a-t-il déclaré.

URNG : L'ARMEE PROTEGE LE TRAFIC DE NARCOTIQUES

Le 2 juin, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque a dénoncé la protection accordée par l'armée à de grandes plantations de marijuana appartenant à

des officiers supérieurs. Ces plantations sont situées dans la municipalité Melchor de Mencos, à la frontière avec Belize, aux abords des fleuves Chiquibul et Mopan, ainsi que dans les environs des lagunes Yaloph, Santa Teresa et Santa Rosita et du lac Yaxha (département du Peten, nord du pays).

Sont également utilisés à la culture de la marijuana les domaines Tikalito 1 et 2, Maria Cristina, Sinaya, Maringa, No te Metas et les terrains du lotissement El Lechugal, propriétés d'un général nommé Cansinos, de Ramon Romero, des frères Barillas et de Pedro Farrera.

L'URNG signale que ces lieux sont des camps d'entraînement des "kaibiles" (troupe spécialisées dans la contre-insurrection), basés sur le domaine La Polvora, municipalité Melchor de Mencos.

RECRUTEMENT FORCE DE PATROUILLES CIVILES

Le 1er juin, les habitants de Santa Lucia la Reforma, département du Quiché, ont dénoncé le recrutement forcé effectué par des soldats au visage peint en noir, à l'encontre des jeunes et des vieillards.

Par ailleurs, des centaines de veuves des municipalités de Chichicastenango et de Santa Cruz del Quiché ont exigé l'arrêt des recrutements forcés de mineurs pour les patrouilles d'auto-défense civile ; elles demandent au président Cerezo les dix millions de quetzales promis il y a plusieurs mois.

DES ORGANISATIONS HOLLANDAISES DEMANDENT LE RESPECT DES ACCORDS

Le 1er juin, dans un communiqué, 18 organisations politiques, religieuses, pacifistes et syndicales des Pays-Bas ont regretté le manque de continuité du dialogue entamé en octobre 87 à Madrid entre le gouvernement et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque. "Nous nous prononçons pour la reprise du dialogue entre le gouvernement et l'URNG, en vue de trouver une solution au conflit armé interne". Le premier pas devrait consister à humaniser le conflit, "c'est-à-dire, à respecter les règles fondamentales du droit international humanitaire". Parmi les signataires du communiqué, on trouve des représentations des partis démocrate-chrétien, socialiste, radical et pacifiste socialiste ; des entités chrétiennes, telles Pax Christi, l'Action oecuménique de solidarité pour l'Amérique latine, Paix et Justice et le mouvement chrétien de base ; enfin, la Fédération du mouvement syndical de Hollande et le nouvel ordre économique international.

CEREZO PROPOSE SA MEDIATION DANS LE CONFLIT PANAMEEN

Le président du Centre pour la démocratie des Etats-Unis, Allan Weinstein, le colonel Hector Rosales, diplomate guatémaltèque et les représentants du Conseil stratégique de défense se sont réunis le 1er juin, afin de promouvoir la médiation du président Vinicio Cerezo dans la crise politique que connaît le Panama. Le 28 mai, le porte-parole de la présidence guatémaltèque, Julio Santos, a fait savoir que Cerezo avait sollicité l'appui des quatre autres gouvernements centra-méricains pour participer aux négociations sur la crise panaméenne.

Néanmoins, le 3 juin, on apprenait dans la capitale panaméenne que le gouvernement du président Manuel Solis Palma et le général Noriega avaient émis des réserves sur une éventuelle médiation de Cerezo ; des porte-parole de l'opposition panaméenne ont fait savoir qu'ils ne souhaitaient aucune intervention étrangère dans leurs questions internes, même en provenance d'Amérique latine".

ECONOMIE

LE GOUVERNEMENT CERCHE LA STABILITE MONETAIRE

D'après la presse du 2 juin, la politique monétaire visera le maintien de la stabilité monétaire et le développement de la croissance économique ; à cet effet, le gouvernement mettra un plan, baptisé "Jaguar 2000", en action.

La politique de crédit et l'unification des marchés constitueront les bases de la stabilisation économique en 1988 ; la Junte monétaire a décidé d'accorder un crédit "très restreint" au gouvernement, avec le recours à la Banque centrale : 35 millions de quetzales (15 millions de dollars). Tout financement complémentaire devra être couvert par les ressources externes.

INSURRECTION

VOZ POPULAR : PRES DE MILLE PERTES POUR L'ARMEE

Dans son émission du 3 juin, la station de radio "Voz Popular" rend compte d'un total de 958 pertes infligées par l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque à l'armée au cours de 374 opérations menées pendant des 5 premiers mois de l'année. 13 hélicoptères ont été endommagés et 45 armes de guerre, ainsi qu'un matériel de guerre important, capturés.

Au cours des 15 derniers jours du mois de mai, l'URNG a causé 65 pertes à l'armée dans le département du Quiché (nord-ouest) et 51 pertes dans la zone du volcan Tajumulco, San Marcos (ouest du pays).

MOUVEMENT POPULAIRE

UNE JOURNEE NATIONALE POUR LES DETENUS DISPARUS

Le Groupe d'appui mutuel (GAM) et l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA) ont décidé que le 21 juin serait déclaré journée nationale des détenus disparus pour rappeler les 40 mille Guatémaltèques "portés disparus" et maintenir en vigueur la dénonciation des détentions forcées, "pratique constante dans le pays".

La date du 21 juin a été retenue en souvenir de la disparition de 27 dirigeants de la centrale syndicale, survenue le 21 juin 1980.

REFUGIES

UNE LETTRE DES REFUGIES GUATEMALTEQUES A VINICIO CEREZO

Le 1er juin des réfugiés guatémaltèques ont adressé une lettre au président Cerezo pour lui faire part de leur décision de rentrer au pays si les cinq conditions suivantes sont remplies : la reconnaissance de leur droit légal et historique à la terre ; le droit de libre organisation, une fois réinstallés ; les garanties de sécurité pour leur vie et leurs biens ; des contrôles civils et non militaires dans les localités ; l'accompagnement de délégations gouvernementales et internationales pour vérifier le respect de ces dispositions.

Ces réfugiés sont actuellement hébergés dans les camps de Quetzal Edzna et Maya Tecum dans l'état du Campeche, les camps de Cuchumatan et Maya Balam dans le Quintana Roo, et dans ceux de Las Margaritas, La Trinitaria et Comalapa dans le Chiapas.

Le 31 mai, le haut commissariat des nations unies pour les réfugiés (ACNUR) a fait connaître les difficultés rencontrées par les réfugiés guatémaltèques au Mexique ; l'ACNUR ne dispose en effet que de 6 millions de dollars par an pour les prendre en charge, bien qu'ils représentent le groupe le plus important de réfugiés en Amérique latine.

Ce même jour, Carmen Rosa de Leon Escribano, directrice de la commission spéciale pour les rapatriés (CEAR) a informé du retour volontaire de 89 Guatémaltèques réfugiés au Mexique ; le nombre des rapatriés s'élève à 1 535 en 1987, 40 700 personnes demeurant encore sur le territoire mexicain.